

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 Avignon

Avignon, le 14/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LOGICOR GESTION - ARROW AVIGNON Eurl

Société ARROW AVIGNON CHEZ LOGICOR GESTION SAS
134 Boulevard Haussman
75008 Paris

Références : D-00746-2024/LRAR N°1A 214 145 3356 4
Code AIOT : 0006406691

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/10/2024 dans l'établissement LOGICOR GESTION - ARROW AVIGNON Eurl implanté Z.A.C Sainte Anne Est 84700 Sorgues. L'inspection a été annoncée le 08/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite du 21 octobre 2024 s'inscrit dans le cadre d'une action régionale de la DREAL PACA, relative à la prise en compte du risque incendie au sein des entrepôts.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LOGICOR GESTION - ARROW AVIGNON Eurl
- Z.A.C Sainte Anne Est 84700 Sorgues
- Code AIOT : 0006406691
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LOGICOR est titulaire de l'arrêté préfectoral d'autorisation, daté du 11 mai 2017, d'exploiter un entrepôt implanté dans la ZAC Sainte-Anne Est à Sorgues (84700). Cet entrepôt multi-locataires comporte 2 bâtiments accolés représentant une surface totale d'environ 36 000 m². Le bâtiment 1 est divisé en 3 cellules d'environ 6 000 m² chacune. Les 3 cellules sont occupées par le locataire RAJA pour des activités de stockage de produits d'emballage (cartons, caisses, adhésifs, film...).

Le bâtiment 2 est divisé en 3 cellules d'environ 6 000 m² chacune. Les cellules B1 et B2 sont occupées par le locataire CHARLES ET ALICE pour du stockage de produits alimentaires. La cellule B3 est occupée par le locataire AD PRODUCTIONS pour des activités de réception-stockage-expédition de documents publicitaires papiers.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Consignes	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 21.	Demande d'action corrective	1 mois
4	Lutte contre l'incendie – extinction automatique incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 13.	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 3.5.	Sans objet
2	Documents de l'installation	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 1.6.1.	Sans objet
5	Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 22.	Sans objet
6	Accessibilité	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 3.1.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Ce qu'il faut retenir des constats est que l'exploitant met en œuvre un Plan d'Opération Interne et Plan de Défense Incendie pour son entrepôt de Sorgues.

L'inspecteur de l'environnement a constaté deux non-conformités au cours de cette visite, relatives à la prise en compte du risque incendie (panneaux de consignes manquants et suivi des écarts relatifs à la vérification périodique du dispositif de sprinklage). Ces constats conduisent l'inspection à demander à l'exploitant d'engager des actions correctives. Le non-respect des prescriptions faisant l'objet de demandes d'actions correctives peut conduire l'inspection à proposer à monsieur le Préfet de Vaucluse d'engager les suites administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 3.5.
Thème(s) : Risques accidentels, Plans des locaux
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours : - des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ; [...]
Constats : L'exploitant a pu montrer lors de l'inspection un plan présent dans son plan d'opération interne (POI) indice 9 de juillet 2024 et comprenant les zones à risques (locaux de charge, local transformateur, ateliers, local sprinklage, etc.) ainsi que des moyens de protection contre l'incendie : il y a des extincteurs et des RIA répartis sur l'ensemble du site, ainsi que du sprinklage. 3 boîtes-aux-lettres pompiers sont présentes aux entrées du site, contenant chacune l'état des stocks du jour pour chacun des 3 locataires de l'entrepôt de la société LOGICOR. Sur le terrain l'inspection a pu confirmer par sondage la localisation et la vérification périodique de RIA et d'extincteurs. Le sprinklage a également pu être constaté visuellement, ainsi que les locaux de charges et le local sprinklage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Documents de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 1.6.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : [...] - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ; - les secteurs collectés et les réseaux associés ; - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ; [...]
Constats : L'exploitant a présenté son plan de récolement des réseaux annexé à son POI indice 9 de juillet 2024 . Ce dernier est bien détaillé et fait notamment figurer le réseau d'évacuation pour les eaux incendie : ces dernières sont dirigées vers deux bassins étanches pour y être isolées. Chacun des bassins étanches est relié à un bassin d'infiltration via un séparateur déshuileur. Les vannes des séparateurs sont asservies à la détection incendie : elles sont automatiquement fermées en cas de détection. L'inspection a pu vérifier en visite la présence des deux vannes martellières.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Consignes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 21.
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes doivent notamment indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction de fumer ; - l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, hormis, le cas échéant dans les bureaux séparés des cellules de stockages ; - l'obligation du document ou dossier évoqué au point 20 ; - les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ; - les mesures permettant de tenir à jour en permanence et de porter à la connaissance des services d'incendie et de secours la localisation des matières dangereuses, et les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; - les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues au point 11 ; - les moyens de lutte contre l'incendie ; - les dispositions à mettre en œuvre lors de l'indisponibilité (maintenance...) de ceux-ci ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a pu vérifier la présence des panneaux de consigne dans les deux bâtiments de la société LOGICOR. Des consignes de sécurité relatives aux procédures d'urgence en cas d'incendie (numéros d'urgences, plan d'évacuation) sont présentes.</p> <p>En revanche, les consignes relatives à l'interdiction de fumer, l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, ou la localisation des moyens de lutte contre l'incendie sont manquantes.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit, sous un délai d'un mois, installer les panneaux de consignes manquants, conformément à l'article 21 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017. Des photos de ces panneaux, installés dans les lieux pertinents fréquentés par le personnel, seront envoyées à l'inspection dès leur installation.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Lutte contre l'incendie – extinction automatique incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 13.
Thème(s) : Risques accidentels, Installation et entretien EAI
Prescription contrôlée : En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.
Constats : <u>Constat du 05/10/2023 :</u> L'exploitant a mis en place un système d'extinction automatique d'incendie (sprinklage) dans chaque cellule. Les sprinklers font l'objet de visite périodiques annuelles réalisées par AXIMA (norme NFPA). La dernière date du 18/01/2023. Dans son compte-rendu, AXIMA pointe des écarts à la norme et des non-conformités, certains ou certaines datant de plusieurs années, par exemple : - Écart du 09/07/2020 : « <i>Le stockage de matière film plastique à bulle, chips et film de protection sont interdits sous protection ESFR.</i> » L'exploitant n'a pas proposé de solution pour lever cette non-conformité. De manière générale, l'exploitant ne tient pas à jour un tableau de suivi des actions mises en place de manière à tracer les actions engagées, à engager ou terminées. <u>Constat du 21/10/2024 :</u> L'exploitant fonctionne sur son site avec le référentiel NFPA. Il a présenté à l'inspection son certificat de conformité ainsi que son dernier compte rendu de visite périodique du 04/03/2024. En visite, l'inspection a pu confirmer la présence et le bon remplissage des formulaires de vérification hebdomadaire des sources d'eau et du poste de contrôle. L'exploitant a montré son tableau de suivi des contrôles réglementaires de son site. Les écarts des vérifications périodiques des locaux postes et du local sprinklage sont bien référencés et sont traités dans l'ensemble. L'écart relevé lors de la visite d'inspection du 05/10/2023 ne figure pas encore comme levé, mais l'inspection a pu constater en visite que des travaux ont bien été réalisés cet été afin d'y remédier : le stockage se fait maintenant sur rack dans cette zone, avec un sprinklage sur 2 niveaux. La prochaine vérification périodique sera normalement réalisée en début d'année 2025, cet écart ne devrait plus y figurer. L'exploitant a expliqué lors de la visite que l'ensemble des autres écarts relevés par la société AXIMA lors de sa visite du 04/03/2024 ont également été corrigés et ne devraient donc pas non plus figurer lors de la prochaine vérification. Il reste en revanche un écart datant du 09/07/2020 : « <i>compacteur cellule B porte 13 : protéger par un sprinkleur en système anti-gel ce compacteur</i> ». Il s'agit d'un compacteur que la société RAJA, locataire d'un des bâtiments utilise. L'exploitant a transmis à l'inspection un mail daté du 18 octobre 2023 où il informe la société RAJA d'une action à mener concernant cet écart. À ce jour, rien n'a encore été réalisé. L'exploitant s'est engagé à relancer la société RAJA pour trouver une solution avec eux.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Concernant l'écart du 09/07/2020 à propos du compacteur de la société RAJA où un sprinklage avec système anti-gel est préconisé par la société AXIMA lors de ses vérifications périodiques : l'exploitant doit sous un délai de 6 mois, réaliser les travaux de mise en conformité en lien avec son locataire. Il informera l'inspection de la solution choisie et de la fin des travaux de mise en conformité.</p> <p>L'exploitant transmettra également à l'inspection, dès réception, le prochain rapport de vérification périodique de son organisme extérieur compétent, afin de justifier de la levée des écarts relevés lors du contrôle du 04/03/2024.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 22.
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures compensatoires
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie. Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant, dans son POI, a défini l'ensemble des mesures compensatoires qu'il met en oeuvre lors d'une défaillance du système d'extinction automatique d'incendie :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Les interventions et travaux susceptibles de générer des risques seront limitées au strict nécessaire et feront l'objet d'attentions particulières, comme la présence de personne formée et de moyens d'extinction portatifs supplémentaires ;</i> • <i>La société de télésurveillance sera prévenue en direct lors de dysfonctionnement et une attention particulière à la sécurité incendie sera portée ;</i> • <i>Le personnel formé aux tâches de sécurité incendie (équipier de première intervention) sera présent en permanence sur site ;</i> • <i>Vérification que les RIA sont opérationnels durant la période ;</i> • <i>Extincteurs : renforcement du nombre d'extincteur disponible durant la période.</i> <p>Lors de la visite, le système d'extinction automatique d'incendie était actif.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 3.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Accès des secours
Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir l'accès dégagé en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. [...]
Constats : Lors de sa visite, l'inspection a pu faire le tour de l'ensemble du site sans rencontrer d'obstacle. Ce dernier est entièrement accessible pour les services de secours, 2 accès sont en permanence ouverts lors des heures ouvrées (1 accès du côté du bâtiment de la société RAJA et 1 accès du côté du bâtiment de la société Charles & Alice). En dehors des heures ouvrées, l'exploitant explique qu'en cas de besoin, ces deux portails d'accès sont débrayables par les pompiers.
Type de suites proposées : Sans suite